

# Blanquefort : "Il y a eu beaucoup de cynisme de l'entreprise Ford que je condamne", affirme Emmanuel Macron

05h25, le 01 mars 2019

"L'État s'est battu", a assuré le président de la République au sujet de Blanquefort. © AFP

**Emmanuel Macron a assuré jeudi soir lors d'un débat à Pessac que l'Etat avait fait "le maximum" à propos de l'usine de Blanquefort dont la dernière offre de reprise a été refusée.**

"Il y a eu beaucoup de cynisme de l'entreprise Ford que je condamne, et on a fait le maximum", a déclaré jeudi Emmanuel Macron lors d'un débat à Pessac, à propos de l'usine de Blanquefort [dont la dernière offre de reprise a été refusée](#). "L'État s'est battu", a assuré le président de la République, "compte tenu des efforts mobilisés, s'il y avait eu un autre repreneur, je pense véritablement qu'on l'aurait eu".

"Ceux qui sont aujourd'hui licenciés vont toucher l'indemnisation, de l'argent en plus qu'on impose à l'entreprise Ford, en particulier en raison de l'ancienneté", a-t-il ajouté. Le chef de l'État répondait à l'épouse d'un salarié de l'usine, qui l'avait interpellé sur sa situation lors d'un [débat dont Emmanuel Macron était l'invité surprise](#), à Pessac, dans la périphérie de Bordeaux.

**"Un système pour qu'il y ait un accompagnement individualisé"**. "Ce qu'on va mettre en place, j'en prends l'engagement, c'est un dispositif de suivi et d'accompagnement (...) : on va mettre en place un système pour qu'il y ait un accompagnement individualisé de tous les anciens salariés Ford", a encore précisé le président de la République, en évoquant "une lutte terrible" et des "organisations syndicales (qui) ont fait un énorme travail".

**Fermeture à l'été prochain.** Le gouvernement a entériné lundi la fermeture l'été prochain de cette usine Ford qui emploie plus de 800 personnes près de Bordeaux, après le rejet par le constructeur de la nouvelle offre du strasbourgeois Punch Powerglide. Après le rejet de la première offre à la mi-décembre, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait eu des mots très durs contre Ford, qualifiant sa décision de "trahison".

**"Le gâchis est énorme".** "Le gâchis est énorme, 850 emplois directs et près de 2000 emplois induits. C'est une catastrophe pour la région", a dénoncé la CGT après l'annonce du rejet de la deuxième offre de Punch, estimant que "l'État semble en mal d'imagination ou sans volonté réelle de se confronter à la multinationale Ford ou sans moyen réel". Alain Juppé, encore maire de Bordeaux quelques jours avant son départ pour le Conseil constitutionnel, a pour sa part demandé à l'État "d'exiger de Ford de prendre enfin ses responsabilités pour financer un vrai plan de revitalisation du site".